



**Syndicat
CGT
Renault Cléon**

Page Facebook CGT Cléon :
[lacgt-cleon](https://www.facebook.com/lacgt-cleon)

**- PLAN DE CASSE DE LA
DIRECTION. ACCORD VALIDÉ !!!
- LE BAT E SE VIDE ...
- PAS TOUCHE À NOS RETRAITES.**

Mardi 24 novembre 2020

Infos, comptes rendus...également sur l'application : [CGT-renault.com](https://www.cgt-renault.com)

**Suppression de 2500 emplois dans l'ingénierie et le
tertiaire d'ici septembre 2021 :**

La CFE/CGC, FO et la CFDT signent l'accord !!!

Rappel : la direction du Groupe a engagé une « négociation » sur la suppression de 4600 emplois (minimum) sur les sites Renault en France, 15 000 dans le monde, afin « d'économiser » 2 milliards d'euros (*En annonçant la fermeture de plusieurs sites en France*).

La CGT ne signera pas ce plan de casse de l'entreprise !!!

Ce premier accord concerne les 2500 emplois que la direction veut supprimer dans l'ingénierie et le tertiaire.

La direction va maintenant engager des négociations pour supprimer 2100 emplois (minimum) dans les usines de fabrication, un accord que les syndicats partenaires de la direction n'hésiteront pas à signer également !!!

La direction a provisionné 1.2 milliard d'euros pour les restructurations. La CGT exige que ces sommes soient utilisées pour développer de nouveaux projets au lieu de supprimer des emplois. (*Voir les propositions de la CGT sur [cgt-renault.com](https://www.cgt-renault.com)*)

Une restructuration, pour quoi faire? Des économies? Pour quelle stratégie d'entreprise? Pas de réponse de la direction...on va dans le mur.

Une fois encore, la CGT est la seule organisation syndicale à s'opposer à la casse des emplois. La CGT Renault condamne et combat la suppression des 15000 emplois chez Renault à travers le monde dont 4600 en France et les milliers de suppressions chez les intérimaires, sous-traitants, prestataires...

Pour s'opposer à ces suppressions d'emplois et au final à la casse de l'entreprise, Il va falloir l'intervention de tous les salariés, massivement !!!

Mobilités... forcées. Parlons-en !

De nombreux travailleurs qui travaillent aujourd'hui dans les ateliers de montage des Moteurs Thermiques et des Boîtes de Vitesses sont inquiets à juste titre !

La fermeture de nombreux ateliers (Moteur R, Moteur F, Boîte J) est déjà programmée pour 2021, voire même la fin de l'année 2020.

Des visites du GMPE et de E-tech sont mises en place pour proposer des mobilités dans ces secteurs.

Déjà, aujourd'hui, certains salariés partent de l'atelier Montage R9.

De nombreuses questions sont en suspens :

-Comment cela va-t-il se passer ?

-Quelles formations sont mises en place ?

-Quelles seront les conditions de travail dans les nouveaux ateliers ?

La CGT a demandé la mise en place d'une COMMISSION DE SUIVI.

Est-ce que la direction sera transparente ? Nous attendons sa réponse ...

Dans tous les cas, ces mobilités programmées doivent se faire dans de bonnes conditions !

Ce ne sont pas seulement des problèmes individuels mais surtout des problèmes de conditions de travail collectifs !

Tout le monde doit avoir un poste qui correspond à ses attentes, qui ne soit pas difficile, qui corresponde aux restrictions éventuelles (*pour les salariés(es) ayant des restrictions médicales voire un handicap*).

C'est pourquoi, au moindre problème, n'hésitez pas à contacter, les délégués CGT que vous connaissez. (Numéros dans les calendriers CGT)

Attaque sur les retraites en plein confinement !!!

19 heures, un samedi soir, (le 14 novembre) en pleine crise sanitaire et sociale... Les sénateurs LR (*Les républicains, majoritaires au sénat*) ont voté pour repousser l'âge de départ à la retraite à 63 ans en 2025 et allonger la durée de cotisation à 43 années dès la génération 1965.

Les sénateurs LR ont profité du vote du budget de la sécurité sociale pour y intégrer cet amendement et même s'il a peu de chance de survivre au passage au parlement, **c'est un vrai scandale !!!**

Ces sénateurs demandent au gouvernement de remettre sur le tapis la réforme des retraites, combattue dans la rue et dénoncée par la majorité de la population (ce que ne manquera pas de faire le gouvernement Macron en 2021), encore des luttes en perspective !!!

La
CGT

Renault - Cléon

cgt.renault.cleon@wanadoo.fr

UFICT

Objectif

Journal d'informations des Employés
Techniciens - Dessinateurs
Agents de Maîtrise et Cadres

Novembre 2020

Validation du plan de suppression d'emplois et de reconversion dans l'ingénierie et tertiaire chez Renault

Un bout de papier signé, par des dirigeants syndicaux... Des milliers d'emplois supprimés et de lourdes menaces pour certains sites d'ingénierie.

Ce plan est la première étape de réduction drastique des coûts (plus de 2 milliards d'euros par an) qui avait été annoncé mi-février 2020, soit avant la crise économique résultant de la pandémie Covid-19. Il prévoit la suppression de 2500 emplois (entre janvier 2020 et septembre 2021) dans l'ingénierie et le tertiaire en France, soit 20% de l'effectif. (Et dans un deuxième temps, la suppression de 2100 emplois sur les sites de production). **Combien de salariés concernés par ces suppressions d'emplois à Cléon ?** BE, process, protos... **La question a été posée en réunion de CSE le 26 octobre, la direction a répondu qu'elle n'avait pas l'info... Ben voyons...**

Ce plan a également pour conséquence la suppression de plus de 5300 emplois de sous-traitants (d'après le rapport SECAFI remis en septembre 2020).

Comment les syndicats de salariés signataires peuvent-ils justifier une telle hécatombe ?

En transmettant le message de la direction ? « Ce sont des départs volontaires et pas des licenciements ? ». Ce sont des suppressions de postes alors que le chômage explose ! Des postes en moins pour les générations futures.

Accepter de sacrifier des emplois sur l'autel des profits n'a jamais protégé les salariés : la situation de Bridgestone-Béthune en est une illustration des plus actuelles. Seule la mobilisation collective pourra arrêter le patronat dans sa course au profit et la folie destructrice qui en découle aujourd'hui.

Avec ce plan, c'est l'avenir même de certains sites d'ingénierie qui est menacé.

Ainsi, le site d'ingénierie de Lardy (dans l'Essonne) employait 2300 salariés début 2020 (1100 salariés Renault et 1200 salariés sous-traitants). Il est axé sur le développement des moteurs et des boîtes de vitesses du groupe Renault et il est donc au centre des questions environnementales actuelles et d'électrification de la gamme. Il n'emploierait plus que 1500 salariés en septembre 2021.

Alors que Macron a annoncé en mai 2020 un plan de soutien de 8 milliards d'euros à la filière automobile afin « d'investir et d'innover pour les véhicules de demain », le site de Lardy, qui devrait être le fer de lance de la dépollution et de l'innovation pour Renault, va voir ses effectifs réduits brutalement de plus d'un tiers (au moins 800 détruits en 1 an et demi).

La division par 2 des investissements sur le site (9 millions d'euros par an contre 16 à 19 millions d'euros promis en 2018), la fermeture de la moitié des bancs d'essais moteurs et l'absence de tout projet d'avenir pour ce site nous fait craindre le pire quant à son avenir à moyen terme.

Une situation ubuesque quand on réfléchit à la quantité et à la complexité des sujets qui pourraient y être développés : hydrogène, carburants alternatifs des moteurs thermiques, hybridation, recherche sur les batteries et leur recyclage.

A ce titre, les promesses sur les reconversions prévues dans le plan signé par certains syndicats sont de la poudre aux yeux.

Les directeurs techniques l'ont avoué eux-mêmes lors d'un CSE extraordinaire fin octobre à Lardy : il n'y a pas de formation « clé en mains » pour ces travaux de recherche et de développement : les salariés se forment eux-mêmes, avec « du compagnonnage et de la formation sur le terrain ».

Dernier point, sous le prétexte de l'électrification de la gamme, se cachent en réalité des délocalisations d'activités et une recherche toujours plus grande de gains de productivité. Ainsi, certains postes sont amenés à disparaître chez Renault en France au travers d'une « montée en compétences des RTx » (centres d'ingénierie délocalisés dans les pays à « bas coûts salariaux »). 2400 autres postes vont être délocalisés à la demande de Renault par les entreprises prestataires vers ces mêmes pays d'après le rapport SECAFI (le pourcentage d'activités délocalisées devient maintenant une condition imposée par Renault aux entreprises sous-traitantes).

D'autres postes vont décroître par le recours accru à la simulation plutôt que la réalisation d'essais sur des prototypes.

Supprimer 8000 emplois en France (2500 salariés Renault et 5300 salariés sous-traitants), mettre en péril l'avenir de sites comme celui de Lardy et recevoir une partie des 8 milliards d'aide du plan de soutien à l'automobile, c'est une politique uniquement décidée pour satisfaire les appétits des grands actionnaires et tenter d'atteindre l'objectif de plus de 7% de marge opérationnelle dans les années à venir.

La direction n'a présenté aucun plan stratégique pour l'avenir de l'entreprise, ni aucun élément financier justifiant une telle hémorragie des effectifs dans les fonctions globales chez Renault. D'autres solutions existent, la CGT Renault propose et défend depuis plusieurs mois un projet industriel social, sociétal et respectueux de l'environnement, répondant aux besoins des populations, créateur d'emplois sur tous les territoires où Renault est implanté.

(A retrouver sur la WEB APPLICATION : cgt-renault.com)

A Lardy, la CGT s'est opposée à ce plan en organisant plusieurs débrayages malgré les difficultés liées à la crise sanitaire et au télétravail massif. La CGT poursuivra la lutte sur tous les sites contre ses conséquences sociales désastreuses.